

Pologne Jésus a d'autres plans

Étonnante Pologne. Soutien inconditionnel de l'Ukraine, elle se positionne comme le fer de lance de nos démocraties contre la dictature de Poutine. Et pourtant, les attaques incessantes contre la liberté de presse et l'indépendance de la justice en font un des exemples de démocratie illibérale les plus cités. Tentons de comprendre (un peu). Jetons un coup d'œil sur ce pays qui est en passe de devenir le troisième poids lourd de l'Union Européenne, face à l'Allemagne et à la France¹.

Je me rappelle avoir tenu dans les mains un des premiers exemplaires de Gazeta Wyborcza, en 1989. Ce journal était le premier représentant de la presse libre dans une Pologne en train de sortir des griffes de l'URSS à l'époque de Gorbatchev. Je me rappelle de la consistance du papier, qui faisait encore penser aux journaux clandestins que l'on se passait sous le manteau pendant la dictature communiste.

C'était un moment historique: j'avais eu l'occasion d'aller à

de nombreuses reprises dans ce pays dans les années précédentes et j'ai pu voir en direct l'évolution vers la démocratie, depuis les manifestations parfois violentes dont j'ai été témoin, sous l'œil goguenard des militaires soviétiques, jusqu'aux premières élections libres.

Le premier numéro de Gazeta Wyborcza a été publié le 8 mai 1989, suite aux accords dits de la Table Ronde, comme organe de presse du syndicat Solidarité avec le slogan: «*Nie ma wolności bez Solidarności*» (il n'y a

pas de liberté sans solidarité). Aujourd'hui, Gazeta Wyborcza est l'un des journaux polonais les plus influents et milite toujours pour l'Etat de droit et la sauvegarde des libertés, dans un contexte politique national devenu très difficile pour la liberté de presse et pour les libertés fondamentales en général.

Le journal publie ainsi une newsletter en anglais, «*Democracy at Stake*» (démocratie en danger), à laquelle je suis abonné. Cette newsletter ras-

semble des articles concernant les attaques du pouvoir polonais contre les libertés et l'Etat de droit et leurs conséquences sur la société. Ainsi, il y a quelques semaines, j'ai lu un article qui parle d'une jeune femme qui se rend chez son gynécologue pour demander une pilule abortive. Le médecin refuse, en lui disant que Jésus a d'autres plans pour elle². Qu'est-ce qui se cache derrière ces mots ? Quelles sont les pressions sociales et politiques qui sont exercées pour qu'il soit considéré comme normal pour un médecin, dans le cadre d'une consultation médicale, de se prétendre le messager de Jésus afin d'empêcher une jeune femme d'avorter ?

Cette anecdote (en est-ce vraiment une d'ailleurs) est symptomatique de l'étriquement des libertés individuelles face aux valeurs religieuses en Pologne. Comment ce pays, qui a tant lutté pour ses libertés, en est-il arrivé là ? Comment est-il devenu l'archétype de la démocratie dite illibérale en Europe, aux côtés de la Hongrie de Viktor Orban ?

Essayons de comprendre. La démocratie illibérale est un concept assez complexe à définir, qu'on peut résumer en disant qu'elle désigne des régimes initialement démocratiques tendant à devenir autoritaires. Ce terme est né à la fin des années 90 sous la plume de Fareed Zakaria, un journaliste indo-américain, dans son livre *The Future of Freedom*³, pour qualifier des pays qui organisaient des élections mais qui mettaient au second plan les droits et libertés des citoyens. Ces régimes politiques (à l'époque, il citait le Pérou, le Pakistan, la Slovaquie et les Philippines) étaient même parfois plus intolérants au niveau religieux et ethnique que les dictatures qu'ils remplaçaient. Fareed Zakaria nous a fait découvrir que démocratie et respect des droits et libertés ne sont pas forcément liés.

En Pologne, en Hongrie et dans d'autres démocraties illibérales, le pouvoir politique s'attaque frontalement à ce que nous considérons comme des libertés fondamentales, qui sont normalement garanties par la séparation et la limitation des pouvoirs et l'Etat de droit. Pour ces régimes illibéraux, le bien

prévaut sur le juste. En d'autres termes, ce qui est considéré comme bien (pour la Pologne: les valeurs occidentales chrétiennes, le conservatisme social et l'indépendance nationale) doit prévaloir sur le droit⁴. L'ennemi, c'est l'"impossibilisme légal", selon la formule de Jaroslaw Kaczynski, l'homme fort du pays, chef du parti au pouvoir Droit et Justice (PIS) et fervent défenseur d'une Pologne catholique, conservatrice, souveraine et indépendante.

Et le PIS, surtout depuis son retour au pouvoir en 2015 avec l'élection de Andrzej Duda à la présidence du pays (51,55% des voix), fait tout pour lutter contre l'impossibilisme légal qui empêcherait la Pologne de vivre selon ces valeurs. En révisant la Constitution et en brisant drastiquement l'indépendance de la justice notamment.

On aurait pu croire que l'appartenance à l'Union Européenne pouvait constituer une garantie contre ces dérives autoritaires. Il n'en est rien. L'UE a multiplié les procédures contre la Pologne pour la forcer à respecter l'Etat de droit, notamment au sujet de la liberté de la presse, du droit à l'avortement, des droits de la communauté LGBT+ et de l'indépendance de la justice, en se référant à l'article 7 du traité de l'Union Européenne. Mais comme il faut l'unanimité des membres et que la Hongrie soutient la Pologne et vice versa, la procédure est bloquée.

D'autant plus que, c'est un fait, l'instance dirigeante de l'UE n'est pas élue démocratiquement. Les 27 membres de la Commission Européenne ne sont pas élus mais nommés par les gouvernements nationaux. Certains, au premier rang desquels les hommes forts des démocraties illibérales, ont beau jeu de dire que l'UE est libérale, mais n'est pas démocratique, et qu'elle est donc mal placée pour donner des leçons. Ce raisonnement trouve d'ailleurs de nombreux défenseurs en Suisse.

De toutes façons, Varsovie considère que le droit polonais est supérieur au droit européen. Le fait de restreindre l'Etat de droit est donc à ses yeux parfaitement compatible avec l'appartenance à l'Union Européenne.



Étrangement, le concept d'illibéralisme n'est pas considéré comme étant péjoratif pas ceux qui le pratiquent: Viktor Orban, Premier ministre hongrois depuis 2010, s'en réclame ouvertement. En 2014, il affirme publiquement vouloir construire un *État illibéral, un État non libéral*. Viktor Orban se réclame de l'illibéralisme *comme faisant partie d'une culture proprement occidentale qu'il s'agirait paradoxalement de défendre contre un libéralisme jugé trop accueillant à la diversité culturelle (...)*. En ce sens, explique Viktor Orban, la «*démocratie illibérale*» n'est rien d'autre que la «*démocratie chrétienne*». (...) la *démocratie illibérale consacre la primauté d'une conception de la vie bonne sur les droits et libertés, qui ne sont valorisés qu'en tant qu'ils en sont un élément*.⁴

On se retrouve donc face à un système très cohérent et très solide, qui constitue un véritable défi pour les tenants de la démocratie libérale et de l'Etat de droit. Car la démocratie illibérale pourrait très bien continuer à se développer en Europe, et pas seulement dans des pays comme l'Italie de Giorgia Meloni. Jésus a-t-il vraiment d'autres plans que les libertés auxquelles nous sommes autant attachés ? L'avenir nous le dira.

Gilbert Bapst, Vouvy



Premier exemplaire de Gazeta Wyborcza (8 mai 1989)